

Lors de la réunion des ministres du Commonwealth responsables de la condition féminine, qui s'est tenue à Ottawa en octobre 1990, on a examiné, à la suggestion du Canada, l'incidence de l'ajustement structurel sur les femmes. Les ministres ont conclu que ces programmes devraient s'efforcer de promouvoir la contribution économique des femmes et tendre vers un partage plus équitable des avantages. Il a aussi été convenu - dans le cadre de l'initiative proposée par le Canada - de soumettre à l'examen des chefs de gouvernement du Commonwealth, à l'occasion de leur prochaine réunion en 1990, un projet de déclaration sur les femmes et l'ajustement structurel.

De nombreuses mesures d'ajustement peuvent présenter des avantages directs pour les démunis. Les politiques d'ajustement, par exemple, qui sont mieux centrées sur le développement du secteur agricole peuvent contribuer à diminuer la pauvreté en milieu rural. Le Canada exhorte les institutions financières internationales et les pays en développement à garantir le maintien et, dans la mesure du possible, le renforcement des services sociaux de base destinés aux démunis. Le gouvernement n'a cessé de faire valoir ces politiques et a récemment proposé que les banques multilatérales de développement envisagent d'accorder une aide à la condition que les pays bénéficiaires prennent des mesures constructives et soutenues pour réduire la pauvreté.

Recommandation

Le Canada devrait veiller à ce que les institutions financières internationales demeurent constamment les prêteurs nets des pays en développement.

Réponse

Lorsque la crise de l'endettement a éclaté, le FMI était la principale source de fonds des pays en développement. Au cours de la période de 1982 à 1984, le montant net prêté par le FMI aux pays en développement s'élevait à quelque 23 milliards de dollars américains. Cette situation s'est renversée dans les années qui ont suivi et les remboursements nets au FMI ont atteint 16 milliards de dollars américains dans la période de 1986 à 1989. Ce cycle est maintenant bouclé et le montant net des prêts aux pays en développement devrait être de 2 milliards de dollars américains en 1990.

Compte tenu de la nature renouvelable et relativement à court terme des ressources du Fonds et de son objectif fondamental qui est de favoriser l'équilibre du flux des remboursements internationaux, il ne serait pas pertinent pour le Fonds d'adopter la recommandation du Comité. En raison de l'allongement des périodes de remboursement des fonds fournis par la Banque mondiale, le montant net de ses prêts n'a pas subi ce genre de fluctuations spectaculaires et est resté globalement positif.

Le rôle du FMI et de la Banque mondiale ne se limite pas à la prestation de fonds. L'existence de programmes financés par le Fonds et la Banque mondiale sert de catalyseur à la mobilisation de fonds provenant d'autres sources, multilatérales, commerciales et bilatérales.

Que de nombreux pays en développement soient temporairement devenus des exportateurs nets de capitaux laisse perplexe; mais cela s'explique par un certain nombre de raisons. Il est possible que certains de ces pays aient subi d'importants bouleversements extérieurs sans avoir les moyens de les supporter seuls. Dans d'autres cas, les emprunts conclus n'ont pas été employés à bon escient et n'ont pas généré la croissance économique nécessaire pour leur redonner leur solvabilité et d'attirer des capitaux privés. Dans d'autres cas encore,